

## POURSUITE DU DÉBAT PARLEMENTAIRE AUTOUR DU PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

# Maigre lucidité chez les députés

Après un entracte d'une journée, le vendredi, les débats autour du plan d'action du gouvernement ont repris hier samedi en plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN). Débats sans reliefs, faut-il le dire, tant les députés, ceux composant la majorité parlementaire notamment, rivalisent dans la dithyrambe à l'endroit du président.

**Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)** - Plénière ordinaire à l'Assemblée. Rien de spectaculaire à signaler. Même la polémique engagée entre Louisa Hanoune et Ziari semble se conjuguer au passé.

Passé récent, cependant. Les députés, inscrits sur une liste de 256 intervenants rallongée par une additive de 16 autres députés, se succèdent au micro. Chacun y va de son discours.

Les parlementaires configurant la tacite mais réelle alliance parlementaire déclament des laïus taillés dans le pur style langue de bois où la louan-

ge au président de la République tient place de message essentiel.

Ils n'ont pas soutenu le programme électoral du candidat Bouteflika pour aujourd'hui le dénoncer, ou simplement le contredire. Sur cela, ils ont le mérite d'être conséquents avec eux-mêmes.

N'étant pas redevables d'autres lucidités, les députés de la majorité parlementaire profitent de ce temps d'intervention, la retransmission télévisuelle en direct oblige, pour souligner quelques menus problèmes vécus par les citoyens dans quelques localités.



Des parlementaires conséquents avec eux-mêmes.

On n'a pas inventé l'Alliance présidentielle et conséquemment sa flagelle parlementaire pour gêner le gouvernement qui, depuis le 12 novembre 2008, a constitutionnellement pour tâche de mettre en application le programme du président.

Le gouvernement n'ignore d'ailleurs pas ce soutien parlementaire acquis, quelle que soit la feuille de route qu'il présentera. C'est forts de cette assurance que des ministres s'arrachent à la plénière pour de longs échanges avec la presse dans les coulisses.

En cela, la palme est revenue hier au ministre des Transports, Amar Tou, qui, ce jour, a préféré tendre l'oreille aux journalistes plutôt qu'aux députés. C'est vrai qu'il n'est plus ministre de la Santé, sinon il aurait certainement pris note de cette intervention du Dr Khendak, député du RCD. Ce dernier a noté qu'en matière de médicaments, l'Algérie est encore tributaire de l'importation à raison de 80%.

Le député s'interroge sur la non-mise en opération de l'Agence nationale du médicament. Il met en

exergue aussi ce qu'il considère comme une éthique à l'éthique médicale, à savoir ce déferlement, ces temps derniers, de médecins étrangers qui viennent opérer en Algérie les week-end et repartent chez eux, laissant leurs patients sans suivi. Médecin syndicaliste avant qu'il ne soit élu député, Khendak prend cause et fait pour les professionnels

de la santé qui attendent de voir leur statut particulier appliqué.

Les débats à l'APN, hier samedi, comme les trois jours d'avant, ont offert également l'opportunité pour les députés du Mouvement pour la prédication et le changement de médiatiser leur nouvelle bannière partisane.

Ils n'ont toujours pas qualité de groupe parle-

mentaire. Sur la liste des intervenants, ils sont inscrits en tant que ex-MSP. Mais lorsqu'ils interviennent, ils se présentent en tant que MPC.

Leurs discours ? Plus radicaux que ceux auxquels ils nous ont habitués lorsqu'ils battaient pavillon MSP. Ils sont en phase avec Menasra qui parle de l'instauration d'un Etat théocratique.

S. A. I.

## Précisions du PT

Suite à la publication de l'article signé de M. Aït Iflis relatif à la réunion nationale de l'organisation des jeunes du PT, dans votre édition de ce jour, je vous prie de publier la correction suivante : «Je n'ai pas déclaré que Belkhadem et Ouyahia nous ont assuré que leurs groupes parlementaires n'allaient pas se mêler en tant que tels de cette répression que nous oppose Ziari», mais plutôt que selon des députés du FLN et du RND, les secrétaires généraux de ces deux partis leur ont recommandé de ne pas verser dans la provocation et j'ai précisé que, effectivement, seule une petite minorité de députés du FLN, notamment, s'est attaquée au PT dans les débats».

Merci de comprendre notre souci de précision par ces temps lourds de provocation.

**M<sup>me</sup> Louisa Hanoune,**  
secrétaire générale du Parti des travailleurs

## BORDJ-MÉNAÏEL

# Un agent de sécurité assassiné par le GSPC

Les islamistes armés du GSPC, affilié à El-Qaïda Maghreb, ont assassiné un gardien des lignes électriques de très haute tension.

La victime, H. Ahmed, la quatrième, avait quitté son poste de travail, vendredi vers 16h, pour rejoindre son domicile lorsqu'elle a été surprise par ses assassins.

Ce forfait a été commis au village Laguenana, situé entre la commune de Leghata et Bordj-Menaïel, dans la wilaya de Boumerdès.

Pour rappel, H. Ahmed a longtemps activé dans les rangs des GLD avant d'être recruté comme agent de sécurité par une entreprise spécialisée dans le gardiennage des infrastructures stratégiques (pipe-line, ligne de haute tension, complexe de production d'énergie...).

Une fois leur forfait accompli, les assaillants, dont le nombre n'a pas été déterminé, ont, selon une source citoyenne, récupéré l'arme de leur victime. Il s'agit, selon nos informations, d'un fusil d'assaut de type AK47. Une information qui n'a pas été confirmée par des sources sécuritaires.

Ali F.

## L'APN nous écrit

Dans votre édition du 22 mai, page 3, et sous le titre «Le niet de Ziari», vous affirmez que la liste additive des intervenants dans le cadre du débat sur le plan d'action du Premier ministre a été décidée en dehors du bureau de l'Assemblée nationale.

Je vous demande de bien vouloir publier les précisions suivantes :

La réouverture, mercredi 20 mai, pour une durée d'une heure, de la liste des intervenants, dans le cadre du débat sur le plan d'action du Premier ministre, a été décidée par le bureau de l'Assemblée populaire nationale, réuni conformément à l'article 18 du règlement intérieur, le 19 mai 2009, suite aux nombreuses demandes de députés n'ayant pas pu s'inscrire dans les délais sur la liste des intervenants.

Le bureau s'est réuni en présence de tous ses membres, à l'exception du vice-président Aït-Hamoud Noredine.

C'est suite aux délibérations du bureau de l'Assemblée que ses membres présents ont décidé, à l'unanimité, d'ouvrir à nouveau l'inscription sur la liste des intervenants, à titre exceptionnel, sans l'opposition d'aucun membre, vu l'importance du sujet soumis au débat des députés.

La décision d'ouvrir une liste additive des intervenants a donc bien été prise par le bureau de l'APN sans l'opposition d'aucun membre présent.

Cette délibération est contenue dans le procès-verbal de la réunion du bureau.

Le bureau de l'Assemblée a également approuvé l'aménagement du calendrier des travaux de l'Assemblée en fonction du nombre d'inscrits.

**M. Siouda,**  
directeur de l'information,  
de la communication et de l'édition

## L'ALGÉRIE N'Y EST PAS OPPOSÉE

# Le Conseil de l'Europe propose un «partenariat permanent»

**Le président du Conseil de l'Europe est venu à Alger avec des propositions concrètes.**

Luis Maria De Puig a lancé l'idée d'un partenariat permanent qui serait basé sur plus de dialogue et un rapprochement des points de vue des deux côtés de la Méditerranée.

Alger semble réceptive à cette proposition puisque le Conseil de l'Europe lui

proposé, dans le cadre de ce partenariat, un appui politique.

«Nous sommes sur la voie d'organiser une présence plus permanente des parlementaires algériens au sein du Conseil de l'Europe, à ses sessions plénières, réunions des commissions», a déclaré Maria De Puig, à l'occasion de la conférence qu'il a animée hier au Sénat.

Exposant la stratégie de son institution, l'invité de l'Algérie a expliqué que le Conseil de l'Europe était l'une des plus vieilles institutions européennes puisqu'elle fête cette année ses soixante ans d'existence. Le Conseil de l'Europe s'est engagé dans une politique de rapprochement avec ses voisins et propose aujourd'hui à l'Algérie d'intégrer un réseau pour qu'il y ait communication, notamment sur les sujets qui fâchent, comme le terrorisme ou l'immigration.

N. I.